

**Français de l'étranger - Situation de  
M. Salah Hammouri - Réponse de  
Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes, à  
une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale**  
(Paris, 29 novembre 2017)

(Question sur la détention de M. Salah Hammouri)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

J'ai eu l'occasion de le dire tout à l'heure, la France réaffirme son engagement en faveur d'une solution à deux États, l'État d'Israël et l'État palestinien, vivant côte à côte, en paix et en sécurité dans des frontières internationalement reconnues, avec Jérusalem comme capitale de ces deux États.

L'engagement de la France est ancien, il ne fait aucun doute et prochainement, aussi bien le ministre de l'Europe et des affaires étrangères que le président de la République auront l'occasion de le réaffirmer en se rendant dans la région.

Vous avez parlé de la situation de notre compatriote Salah Hammouri. Là encore, j'avais eu l'occasion, ici-même, de dire que la France a demandé sa liberté, que nous sommes préoccupés de sa situation - puisqu'il est incarcéré en détention administrative depuis le 23 août dernier - et que personne, ni lui-même ni son avocat, ni les autorités françaises ne connaît les charges qui sont retenues contre lui.

Nous avons eu l'occasion de faire part de notre mécontentement, et du fait que nous sommes défavorables à ces situations de détention administrative, dans la mesure où elles ne permettent pas le droit à un procès équitable. Notre consul général à Jérusalem s'est rendu à chacune des audiences publiques concernant Salah Hammouri. Nous exerçons la protection consulaire à laquelle il a droit comme l'ensemble de nos compatriotes détenus à travers le monde. Nous sommes évidemment plus globalement attentifs à la situation des détenus palestiniens./.